

(λ)

(N° 137.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1922

FEUILLETON AU 10 MARS 1922

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	1577.	Par pétition datée de Saint-Nicolas (Waes), le 19 décembre 1921,
----	-------	--

Le conseil communal de Saint-Nicolas (Waes) demande qu'une réparation plus complète soit accordée aux déportés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

2.	1579.	Par pétition datée de Basse-Bodeux, le 18 octobre 1921,
	1582.	Le conseil communal de Basse-Bodeux prie la Chambre
	1583.	de reviser la loi sur l'alcool.
	1605.	Même pétition des conseils communaux de Erembodegem, de Bruly et de Emelghem.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

3.	1580.	Par pétition datée de Leuze, le 25 janvier 1922, Les présidents et vice-président de la Fédération des mutualités scolaires des arrondissements de Tournai, Ath et extensions émettent certains vœux au sujet de la loi sur la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et sur celle des pensions.
----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

4. 1581. Par pétition datée de Lessines, le 4 février 1922,
Le conseil communal de Lessines émet le vœu de voir
établir le service militaire de six mois.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi modifiant la loi sur la milice du 30 août 1913 et réduisant la durée du temps de service.*

5. 1584. Par pétition datée de Wavre, le 11 février 1922,
1593. Le conseil communal de Wavre émet le vœu de voir
reviser la loi de 1881 sur l'enseignement moyen en ce qui
concerne les dépenses mises à charge des communes
sièges d'un établissement moyen.

Même pétition des conseils communaux de Hasselt et de Lessines.

DÉCISION : *Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de loi accordant aux communes sièges d'établissements d'instruction le droit de faire intervenir dans les frais d'entretien de ceux-ci les communes environnantes usant de ces établissements pour les enfants de ces habitants.*

6. 1585. Par pétition datée de Gand, le 6 février 1922,
Les président et secrétaire de la Jeune garde libérale
« Klauwaart en Geus » à Gand demandent : 1° l'application
stricte et intégrale de la loi réglant l'emploi des langues en
matière administrative; 2° la flamandisation de l'Univer-
sité de Gand; 3° la suppression de l'armée pour autant
que les Grandes Puissances fassent de même; 4° la divi-
sion de l'armée en unités flamandes et françaises; 5° l'in-
struction du soldat dans sa langue maternelle.

DÉCISION : *Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.*

7. 1587. Par pétition datée de Carnières, le 10 février 1922,
Le conseil communal de Carnières sollicite la création
de bureaux techniques dont les agents diplômés seraient
payés par l'État, les provinces et les communes pour étu-
dier et dresser les plans et devis des travaux communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics.*

Numéros
du
feuilletou.

Numéros
du registre des
pétitions.

8. 1588. Par pétition datée de Louvain, le 10 février 1922,
Le sieur Joseph Mariën, détenu à la prison de Louvain,
demande sa libération.
1593. Même pétition du sieur Pierre Meuter, détenu à la
prison centrale de Louvain.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9. 1589. Par pétition datée d'Auvelais, le 9 février 1922,
Des habitants d'Auvelais demandent la revision de la
loi sur les loyers.
- Même pétition du sieur Emmanuel Daele, à Ixelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 1591. Par pétition datée de Oolen, le 10 février 1922,
Le sieur Van Gompel, à Oolen, demande d'interdire
l'entrée en Belgique des graines de pin sylvestre de
provenance allemande.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

11. 1590. Par pétition datée de Aeltre, le 28 janvier 1922,
Le conseil communal d'Aeltre demande : 1° la revision
de la loi sur l'emploi des langues en matière administra-
tive; 2° la flamandisation immédiate de l'Université de
Gand; 3° l'instruction des soldats flamands dans leur
langue; 4° que les jugements soient rendus en flamand
dans les Flandres.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'exami-
ner la proposition de loi relative à l'emploi des langues
dans les universités de l'Etat.*

12. 1592. Par pétition datée de Bruxelles.
Le Secrétaire général du Syndicat national d'institu-
teurs à Bruxelles expose les revendications de cette asso-
ciation.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'exa-
miner la proposition de loi revisant la législation sur les
pensions des instituteurs.*

13. 1594. Par pétition datée de Pitthem, le 11 février 1922,
Le conseil communal de Pitthem demande : 1° la revi-
sion de la loi sur l'emploi des langues en matière adminis-
trative; 2° la flamandisation immédiate de l'Université de

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

Gand ; 3° la division de l'armée en unités flamandes et françaises ; 4° que les jugements soient rendus en flamand dans les Flandres.

DÉCISION : Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.

14. 1598. Par pétition datée de Liège, le 22 février 1922,
Le secrétaire général de la « Mutuelle Médico-Pharmaceutique Liégeoise » à Liège renouvelle ses vœux antérieurs en faveur de toutes mesures qui permettront d'enrayer le fléau de l'alcoolisme.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

15. 1600. Par pétition datée de Fayt-lez-Manage, le 15 février 1922,
Le conseil communal de Fayt-lez-Manage émet le vœu de voir ristourner la taxe professionnelle en tenant compte du domicile de l'imposé et non du siège de l'exploitation qui l'occupe.

DÉCISION : Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de loi apportant des modifications aux lois coordonnées du 20 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

16. 1602. Par pétition datée de Saint-Nicolas (Waes), le 22 février 1922,
Le sieur De Maeyer, président de la Fédération des instituteurs pensionnés de l'arrondissement de Saint-Nicolas (Waes), à Saint-Nicolas, demande la revision de la loi sur les pensions des instituteurs.

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale qui sera chargée d'examiner la proposition de loi revisant la législation sur les pensions des instituteurs.

17. 1603. Par pétition datée de Rupelmonde.
Des fabricants de sabots de Rupelmonde demandent que leur corporation ne soit pas obligée d'observer la loi sur la journée de huit heures.

Même pétition de fabricants de sabots de Basel.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

18.

1606.

Par pétition datée de Mouscron, le 22 février 1922,
Le conseil communal de Mouscron émet le vœu de voir
reprendre par l'État les dettes de guerre des communes
ainsi que les dépenses anormales d'après guerre.

*DÉCISION : Renvoi à la Commission chargée d'exa-
miner le projet de loi tendant à améliorer la situa-
tion financière des provinces et des communes.*

19.

1608.

Par pétition datée de Namur, le 24 février 1922,
Le sieur G. Stiénon, fonctionnaire retraité, proteste
contre l'octroi aux employés de l'État d'indemnités de
vie chère.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre
des Finances.*



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (FEBRUARI 1922)

LIJST TOT OP 10 MAART 1922.

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|----|----------------------------------|---|
| 1. | 1577. | <p>Bij verzoekschrift gedagteekend uit Sint-Niklaas (Waas), 19 December 1921,</p> <p>Vraagt de gementeraad van Sint-Niklaas (Waas), dat de weggevoerden op volledige wijze zouden schadeloos gesteld worden.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.</i></p> |
| 2. | 1579.
1582.
1583.
1605. | <p>Bij verzoekschrift uit Basse-Bodeux, gedagteekend 18 October 1921,</p> <p>Verzoekt de gemeenteraad van Basse-Bodeux de de wet op den alcohol te herzien.</p> <p>Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Erembodegem, Bruly en Emelghem,</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Financiën.</i></p> |
| 3. | 1580. | <p>Bij verzoekschrift uit Leuze, gedagteekend 25 Januari 1922,</p> <p>Drukken de voorzitter en ondervoorzitter van het Verband der Schoolmutualiteiten der arrondissementen Doornik, Ath en uitbreidingen sommige</p> |

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

wenschen uit in zake de wet op de algemeene Spaar- en Lijfrentekas en die op de pensioenen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.

4. 1581. Bij verzoekschrift uit Lessen, gedagteekend 4 Februari 1922,

Drukt de gemeenteraad van Lessen een wensch uit ten voordeele van den militairen dienst van zes maanden.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging der wet op de militie dd. 30 Augustus 1913 en tot verkorting van den dienstdienst.

5. 1584. Bij verzoekschrift uit Waver, gedagteekend 11 Februari 1922,
1595.

Drukt de gemeenteraad van Waver een wensch uit ten voordeele van de herziening der wet van 1881 op het middelbaar onderwijs voor wat betreft de lasten opgelegd aan de gemeenten op wier grondgebied eene middelbare school gevestigd is.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Hasselt en Lessen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel waarbij aan de gemeenten, waar onderwijsinrichtingen zijn gevestigd, het recht wordt verleend om de omliggende gemeenten, die van deze inrichtingen gebruik maken voor de kinderen hunner inwoners, te verplichten in de onderhoudskosten daarvan bij te dragen.

6. 1585. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 6 Februari 1922,

Vragen de Voorzitter en Secretaris der Liberale Jonge Wacht « Klauwaart en Geus », te Gent : 1° de strenge en onverkorte toepassing der wet tot regeling van het gebruik der talen in bestuurszaken ; 2° de vervlaamsching van de Hoogeschool te Gent ; de afschaffing van het leger in zoverre de Groote Mogendheden hetzelfde doen ; 4° de splitsing van het leger in

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Vlaamsche en Waalsche eenheden; 5° de opleiding van den soldaat in zijne moedertaal.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middelenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.*

7. 1587. Bij verzoekschrift uit Carnières, getagteekend 10 Februari 1922,

Verzoekt de gemeenteraad van Carnières de oprichting van vakbureelen, waarvan de gediplomeerde beampten zouden bezoldigd worden door den Staat, de provinciën en de gemeenten, voor het bestudeeren en het opmaken van de plans en bestekken der gemeentewerken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landbouw en Openbare Werken.*

8. 1588. Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 10 Februari 1922,

Vraagt de heer Joseph Mariën, gevangen gehouden in de gevangenis te Leuven, zijne invrijheidstelling.

1593. Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Pierre Meuter, gevangengehouden in de Centrale gevangenis te Leuven.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

9. 1599. Bij verzoekschrift uit Auvelais, gedagteekend 9 Februari 1922,

Vragen inwoners van Auvelais de herziening der wet op de huishuren.

Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Emmanuel Daele, te Elsene.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

10. 1591. Bij verzoekschrift uit Oolen, gedagteekend 10 Februari 1922,

Vraagt de heer Van Gompel, te Oolen, den invoer in België te verbieden van grove den-zaad van Duitsche herkomst.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.*

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

11. 1590. Bij verzoekschrift uit Aaltere, gedagteekend 28 Januari 1922.

Vraagt de gemeenteraad van Aaltere : 1° de herziening der wet op het gebruik der talen in bestuurszaken; 2° de onmiddellijke vervlaamsching van de Hoogeschool te Gent; 3° de opleiding der Vlaamsche soldaten in hunne taal; 4° dat in Vlaanderen de vonnissen in 't Vlaamsch worden gewezen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

12. 1592. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel,
Zet de algemeene secretaris van het Nationaal Syndicaat van onderwijzers, te Brussel, de eischen van deze vereeniging uiteen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middelenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot verziening der wetten op de onderwijzerspensioenen.

13. 1594. Bij verzoekschrift uit Pitthem, gedagteekend 11 Februari 1922,

Vraagt de gemeenteraad van Pitthem : 1° de herziening van de wet op het gebruik der talen in bestuurszaken; 2° de onmiddellijke vervlaamsching van de Hoogeschool te Gent; 3° de splitsing van het leger in Vlaamsche en in Waalsche eenheden; 4° dat in Vlaanderen de vonnissen in 't Vlaamsch worden gewezen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

14. 1598. Bij Verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 22 Februari 1922,

Hernieuwt de algemeene Secretaris der « Mutuelle Médico-Pharmaceutique Liégeoise », te Luik, zijne vroegere wenschen ten voordeele van alle maatregelen van aard om den geesel van het alcoholisme af te weren.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

15. 1600. Bij verzoekschrift uit Fayt-lez-Manage, gedagteekend 15 Februari 1922,

Drukt de gemeenteraad van Fayt-lez-Manage den wensch uit, dat de bedrijfsbelasting zou terugbetaald worden met inachtneming van de woonplaats van den belastingplichtige en niet van den zetel der bedrijfsinrichting waaraan hij gehecht is.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel waarbij wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.*

16. 1602. Bij verzoekschrift uit Sint-Niklaas (Waas), gedagteekend 22 Februari 1922,

Vraagt de heer De Mayer, voorzitter van het Verbond der gepensioneerde onderwijzers van het arrondissement Sint-Niklaas (Waas), te Sint-Niklaas, de herziening der wet op de onderwijzerspensioenen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling, welke zal belast worden met het onderzoek van het wetsvoorstel tot herziening der wetten op de onderwijzerspensioenen.*

17. 1603. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Rupelmonde, Vragen klompenfabrikanten uit Rupelmonde, dat hun ambacht niet tot het naleven der wet op den acht-uren-werkdag verplicht wordt.

Zelfde verzoekschrift vanwege klompenfabrikanten uit Basel.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.*

18. 1606. Bij verzoekschrift uit Moeskroen, gedagteekend 22 Februari 1922,

Drukt de gemeenteraad van Moeskroen den wensch uit, dat de Staat de oorlogsschulden der gemeenten, alsmede de abnormale naoorlogsche uitgaven te zijnen last neme.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot verbetering van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten.*

Nummers van del lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
------------------------------	--

19.

1608.

Bij verzoekschrift uit Namen, gedagteekend 24 Februari 1922,

Teekent de heer G. Stiénon, gepensionneerd ambtenaar, verzet aan tegen het verleenen van doortetoeslagen aan de Staatsbeambten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.
